



Le retour de Guillaume Côté, **fils prodige** de la danse *Page E 1*



L'itinérance a des visages plus diversifiés que jamais *Page B 1*



Une brèche dans le temps chez les gitans de **Camargue** *Page D 1*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CV N° 166

LE DEVOIR, LES SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 JUILLET 2014

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

L'HUMANITAIRE PRIS EN OTAGE



Un employé de la Croix-Rouge internationale dans les rues de Gaza lors d'une trêve de deux heures, le 23 juillet dernier.

KHALIL HAMRA ASSOCIATED PRESS

Quand l'aide devient la cible

CLAUDE LÉVESQUE

En février dernier, des camions chargés de nourriture et de fournitures médicales ont été attaqués à la mitrailleuse et au canon en tentant de ravitailler le centre-ville assiégé de Homs, en Syrie. En mai, l'aviation syrienne a bombardé un convoi humanitaire en provenance de la Turquie, tuant une personne et en blessant deux autres.

À la même époque, un hôpital était frappé par l'aviation soudanaise dans les monts Noubas, une région située à la frontière entre le Soudan et le nouvel État du Soudan du Sud. Un dispensaire était attaqué à la mitrailleuse en Centrafrique, où sévit un conflit complexe et meur-

trier. Bilan: 18 morts, dont trois employés de Médecins sans frontières.

À l'heure actuelle, dans l'est de l'Ukraine comme dans l'enclave de Gaza, les belligérants s'accusent mutuellement de commettre des crimes de guerre en s'en prenant aux civils et en ciblant les sanctuaires marqués du symbole de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge.

Au Mali, en Somalie, en Afghanistan et ailleurs, des médecins et d'autres personnes qui s'efforcent d'aider les victimes de conflits et des catastrophes naturelles sont régulièrement

VOIR PAGE A 8 : CIBLES

Lire aussi • **Le devoir de rester.** L'éditorial de Josée Boileau. *Page B 4*

Dossier

Des balises pour humaniser la guerre.

Depuis 1949, le droit international exige de respecter ceux qui sont hors de combat, qu'ils soient civils ou blessés. Ces limites sont toutefois très souvent bafouées.

Page A 4

Le retrait, le plus grand des échecs.

Médecins sans frontières a dû quitter l'Afghanistan en 2005 après l'assassinat de trois employés locaux.

Page A 5

PROCHE-ORIENT

Kerry arrache une courte trêve

Le Hamas et Israël refusent toujours un cessez-le-feu durable

MAY YAGHI
NICOLAS GAUDICHET

à Jérusalem

Le secrétaire d'État américain, John Kerry, a obtenu un cessez-le-feu de 12 heures samedi dans la bande de Gaza, à défaut d'arracher une trêve durable des combats entre Israël et le Hamas.

Un responsable du mouvement islamiste palestinien a d'abord annoncé dans la nuit avoir accepté de respecter cette pause à partir de 8 h locales, après 18 jours d'un conflit qui a fait quelque 900 morts depuis le 8 juillet.

Un peu plus tard, l'armée israélienne a confirmé qu'elle observerait cette trêve, tout en prévenant qu'elle riposterait en cas d'attaques contre ses soldats ou des civils israéliens.

Cette promesse de répit, énorme pour la population de Gaza, est arrivée alors que le pessimisme semblait l'emporter: le cabinet de sécurité israélien avait auparavant rejeté «à l'unanimité» le projet transmis par John Kerry, selon les médias israéliens.

Volonté insuffisante?

Cités par les radios publique et militaire israéliennes, plusieurs hauts responsables en jugent les termes trop favorables au Hamas. Pour le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukri, les belligérants n'ont «pas fait preuve d'une volonté suffisante pour négocier» et décrocher un accord.

Mais à ses côtés, John Kerry, qui poursuivra ses efforts diplomatiques samedi à Paris, s'est montré moins négatif, assurant que «le cadre fondamental» d'un cessez-le-feu durable avait été fixé et évoquant des points de «terminologie» à régler.

«Ce qui se dessine serait une trêve humanitaire de sept jours pour permettre à toutes les

VOIR PAGE A 8 : TRÊVE

AUJOURD'HUI



Actualités • **Écrasement au Mali:** la communauté burkinabée de Longueuil réunie dans le deuil. *Page A 3*

Économie • **La Caisse de dépôt** pourrait récupérer 385 millions après un jugement dans le dossier des papiers commerciaux. *Page C 1*



Avis légaux..... C 6
Carrières..... C 3
Décès..... C 7
Mots croisés..... B 6
Petites annonces..... C 7
Sudoku..... D 4

VENTS DE MER ET D'HISTOIRE (4)

Le Bremen, l'île et l'Atlantique

Nous venons tous, plus ou moins, d'une lignée d'océan, de mer et d'eaux vives. *Le Devoir* présente cet été une série d'articles où se mêlent petite et grande histoire dans les vents de l'Atlantique. Trajectoires de femmes et d'hommes qui nous ont précédés, illustres inconnus pour la plupart, creusant jusqu'à nous leur sillon dans la chair du temps.

MONIQUE DURAND

Le 12 avril 1928, 5h38. Lorsque, aux commandes du *Bremen*, ils quittèrent l'aéroport de Baldonel, près de Dublin, les trois aviateurs, deux Allemands et un Irlandais, avaient pour objectif d'atteindre New York. S'ils n'atteignirent jamais New York, mais une petite île perdue entre Terre-Neuve et le Labrador appelée Greenly, le commandant James Fitzmaurice, le capitaine Herman Koehl et le baron Ehrenfreid Von Hünefeld marquèrent pour toujours l'histoire de l'aviation en accomplissant la première traversée sans escale de l'Atlantique dans le sens est-ouest. Ils réalisèrent l'exploit une année après celui du célèbre Charles Lindberg qui, aux commandes de son monoplace *Spirit of St. Louis*, avait réussi la traversée dans le sens inverse, de New York à Paris.

Quand ils abandonnèrent derrière eux le

VOIR PAGE A 8 : BREMEN



MONIQUE DURAND

L'île Greenly accueille le monument commémoratif de l'atterrissage du *Bremen*, le premier avion à traverser l'Atlantique dans le sens est-ouest.

FILMÉ PENDANT 12 ANS.
VENEZ LE VOIR GRANDIR.

« BOYHOOD EST LE MEILLEUR FILM
QUE J'AI VU CETTE ANNÉE.
UN FORMIDABLE FILM SUR LA VIE. »
MARC CASSIVI, LA PRESSE

« L'UN DES FILMS LES PLUS
EXTRAORDINAIRES DU 21^E SIÈCLE ! »
A. O. SCOTT, THE NEW YORK TIMES

JEUNESSE
vo. tit. de
BoyHOOD
Écrit et réalisé par
RICHARD LINKLATER

PRÉSENTÉMENT À L'AFFICHE metropole
metropolefilms.com



Alternatives au Forum Social des peuples Une alliance sans précédent pour la justice climatique

À l'occasion du très attendu Forum social des peuples qui se tiendra du 21 au 24 août à Ottawa, Alternatives et plusieurs organismes environnementaux, groupes citoyens et militantEs autochtones s'attaqueront à l'enjeu criant des changements climatiques. Avec deux ateliers de bilan des mobilisations contre les oléoducs (21 août), deux autres ateliers de réflexion sur les stratégies futures (22 août) et finalement une large et historique Assemblée des mouvements sociaux sur les changements climatiques (23 août), nous visons à mieux comprendre les résultats des luttes passées, mais surtout à bâtir une nouvelle alliance sans précédent, d'Est en Ouest, afin de contrer de façon plus efficace les oléoducs, le pétrole extrême des sables bitumineux et ainsi diminuer l'impact dévastateur que ces projets canadiens ont sur les changements climatiques.

TIRER LES LEÇONS ET PENSER L'AVENIR

Nos premiers ateliers feront un bilan du travail fait jusqu'ici contre l'oléoduc Ligne 9B d'Enbridge, Keystone XL, Northern Gateway et d'autres oléoducs. Nous traiterons des impacts et des résultats des campagnes et actions menées jusqu'ici contre ces oléoducs : quelles erreurs, quelles leçons, quelles perspectives?

Les ateliers de réflexion de la deuxième journée s'inspireront de ces discussions initiales et porteront sur les innovations et les opportunités stratégiques que les organismes environnementaux du Québec et du Canada, les autochtones, les groupes citoyenNEs, et le mouvement social plus large peuvent construire ensemble dans le cadre d'une vaste campagne contre les projets Energy East de TransCanada ainsi que la ligne 9B d'Enbridge. Efficacité, plaidoyer, action et coopération sont à l'agenda.



UNE ASSEMBLÉE DES MOUVEMENTS SOCIAUX SUR LE CLIMAT

La première rencontre de l'Assemblée des mouvements sociaux sur les changements climatiques s'est tenue le 6 juin

dernier à Montréal. La présence d'une soixantaine d'acteurs des milieux environnementaux, autochtones, citoyens, syndicaux, féministes et étudiants, venant du Québec, de l'Ontario, de la Colombie Britannique et d'Alberta, a démontré d'une volonté sans précédent de travailler ensemble, dans le respect des particularités de chacun mais en solidarité et complémentarité les uns avec les autres pour obtenir des gains significatifs contre les politiques anti-climat et pro-hydrocarbures du Gouvernement fédéral actuel.

Durant le Forum social des peuples, le 23 août, nous franchiront une nouvelle étape dans la concrétisation de cette nouvelle alliance historique.

Les ateliers sont organisés en collaboration avec Greenpeace, Équiterre, Sierra Youth Club, le Conseil des canadiens, Justice climatique Montréal, la Coalition vigilance oléoducs, Unifor Labour Caucus, Mouvement Citoyen « Révolution citoyenne pour respecter les limites de la planète », le Healing Walk, le Regroupement Vigilance Hydrocarbure Québec, STOP oléoduc, l'AQLPA, Toronto No Line 9 Coalition, Rising Tide Toronto et ASAP (Aamjiwnaang & Sarnia Against Pipelines).

Soutenez Alternatives, devenez membre!

Alternatives
La solidarité en action



Facebook
/alternativesMTL



Web
alternatives.ca



Twitter
@alternativesMTL



Téléphone
(514) 982-6606

**INSCRIVEZ-VOUS AU FORUM
SOCIAL DES PEUPLES ET
PARTICIPEZ À L'ASSEMBLÉE DES
MOUVEMENTS SOCIAUX SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

LE 23 AOÛT!

OTTAWA 21-24 AOÛT 2014



**ENSEMBLE
POUR GAGNER
L'AVENIR EST À NOUS!**

FORUMSOCIALDESPEUPLES.CA
facebook.com/ForumSocialDesPeuples

@forumsocial2014

ACTUALITÉS

VOL D’AIR ALGÉRIE

La communauté burkinabée réunie dans le deuil

DAPHNÉE HACKER-B.

C'est par dizaines que les Burkinabés ont afflué vendredi à Longueuil, vers le petit appartement de Rita Sanhouidi, dont l'époux, Wilfried Somda, a tragiquement péri dans l'écrasement du vol d'Air Algérie au Mali. Au lendemain du drame, qui a coûté la vie à 116 passagers, dont 12 Québécois — 11 d'origine burkinabée —, la communauté s'est rapidement mobilisée.

«C'est tellement horrible, tout ce qui compte c'est qu'on se soutienne et qu'on reste forts pour Rita et ses enfants», témoigne Bernard Guigemdé, un ami d'enfance de Wilfried Somda venu tenir compagnie à M^{me} Sanhouidi. Il peine encore à croire que son ami, qui était d'ailleurs père d'une petite fille de trois ans, ne reviendra pas. «Il m'avait laissé ses clés de voiture, je devais aller le chercher à l'aéroport», dit-il en fixant le vide. Le plus ébranlant, selon lui, c'est que la femme de Wilfried doit accoucher d'un moment à l'autre d'un petit garçon.

Encore sous le choc de la terrible annonce, M^{me} Sanhouidi n'a pas voulu accorder d'entrevue au *Devoir*. En plus de la mort de son époux, la dame a aussi perdu toute la famille qu'elle avait au pays, soit le frère de Wilfried, Winmalo Somda, ainsi que sa femme et leurs deux enfants. «Elle est vraiment démolie, on est là pour elle, mais il serait bien qu'elle puisse avoir de l'aide de professionnels», observe Catherine Koudogbo, qui connaissait aussi Wilfried depuis l'enfance.

L'une des amies de M^{me} Sanhouidi, Tania Alfaro, se dit touchée par l'élan de solidarité de la communauté. «Tous les collègues de Wilfried, ses amis, mais aussi des connaissances éloignées... tout le monde est venu voir Rita, lui offrir de la nourriture, de l'argent, du réconfort», raconte-t-elle. Le va-et-vient était effectivement

constant lorsque *Le Devoir* s'est rendu au domicile de la famille Somda, vendredi. «Je ne connaissais pas beaucoup cette famille, mais je suis de tout cœur avec eux, je suis venu offrir mon aide», explique Mahamoudou Sawadogo.

Plusieurs familles décimées

Les 12 victimes, dont la destination finale était le Québec, y vivaient ou s'apprêtaient à s'y installer, selon les informations de l'Association des Burkinabés du Grand Montréal.

Une mère de famille de Sherbrooke, Isabelle Prévost, est au nombre des victimes de la tragédie. Son conjoint, Danny Frappier, a confirmé qu'elle avait pris place dans l'appareil qui s'est écrasé au Mali jeudi matin. La femme âgée de 35 ans, qui avait trois enfants de cinq, sept et neuf ans, était en vacances en Afrique.

La tragédie a aussi durement touché Mamadou Zoungrana, technologue au Centre de santé et de services sociaux de Papineau, en Outaouais. Il a perdu son épouse et leurs deux enfants dans la tragédie. Nouvellement résidents permanents, ils étaient sur le point de venir s'établir au Québec.

A Québec, Martine Sandwidi Bikyenga laisse dans le deuil son fils Moïse. Les deux derniers détenteurs de la résidence permanente qui ont péri dans l'accident, Aboubacar Yameogo et sa mère, Kadidia Kouanda, avaient aussi mis le cap sur le Québec pour s'y installer.

Une cérémonie de commémoration

Plus de 60 personnes se sont regroupées vendredi soir au parc Marie-Victorin, à Longueuil, non loin de la résidence de la famille Somda. Priant, chantant et posant des lampions sur l'eau — symbole de vie pour les Burkinabés —, les individus ont voulu manifester leur soutien aux proches des victimes.



PHOTOS MICHAËL MONNIER LE DEVOIR

Plus de 60 personnes se sont regroupées vendredi soir au parc Marie-Victorin, à Longueuil, pour tenir une vigile à la chandelle en mémoire des victimes.

«Nous avons spontanément organisé ce rassemblement, je crois que nous sentions le besoin de nous regrouper, de vivre collectivement ce deuil», explique Mahamadi Savadogo, le président l'Association des Burkinabés du Grand Montréal. Ce dernier, qui s'entretient depuis jeudi avec les proches des victimes, avoue être saisi d'un sentiment d'impuissance face à un tel drame.

Malgré tout, ce dernier et son équipe ont mis sur pied une campagne de financement, invitant la population à se rendre sur le site Internet de l'Association des Burkinabés du Grand Montréal pour savoir comment contribuer. «Oui, il y a une onde de choc qui traverse la communauté, mais il faut profiter de ce moment pour aider les familles qui veulent se rendre au Mali ou encore contribuer aux coûts liés aux services funèbres», soutient-il.

Le Devoir



Catherine Koudogbo et Bernard Guigemdé, amis d'enfance de Wilfried Somda, mort jeudi dans l'écrasement de l'avion d'Air Algérie au Mali, sont venus soutenir sa veuve, Rita Sanhouidi, vendredi à Longueuil.

Sécurité aérienne : une rencontre mardi à l'OACI

Des responsables de quatre organisations internationales convergeront vers Montréal pour participer à une rencontre où seront discutés les risques courus par les appareils civils qui survolent les zones de conflit.

La réunion qui se tiendra mardi au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) rassemblera des responsables de l'Association du transport aérien international (IATA), du Conseil international des aéroports (ACI), de l'Organisation de la navigation aérienne (CANSO) et de l'OACI.

Cette rencontre survient dans la foulée de l'écrasement d'un avion de la Malaysia Airlines, la semaine dernière. Le vol MH17 aurait été abattu par un missile sol-air au moment où il volait au-dessus de l'est de l'Ukraine, où des combats font rage depuis des mois.

Un Canadien a péri dans cette catastrophe aérienne, qui a fait 298 victimes au total. La réunion portera sur «l'examen de mesures appropriées pour atténuer plus efficacement les risques éventuels que présentent les zones de conflit pour l'aviation civile», a précisé l'organe onusien dans un communiqué de presse vendredi.

Au cours des derniers jours, plusieurs compagnies aériennes ont annulé des vols à destination de Tel-Aviv en raison des tensions entre Israël et le Hamas. Mardi, une roquette a frappé à environ deux kilomètres de l'aéroport international de Ben Gourion.

La Presse canadienne

Aucun survivant dans l'écrasement de l'avion au Mali

AHAMADOU CISSE

à Bamako, Mali

ARMEL BAILLY

à Ouagadougou, Burkina Faso

Aucune des 118 personnes à bord de l'avion d'Air Algérie qui s'est écrasé dans le nord du Mali n'a survécu à la catastrophe, mais une boîte noire retrouvée vendredi au milieu des débris de l'avion désintégré aidera à déterminer les causes de sa chute.

Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, et son homologue burkinabé, Blaise Compaoré, se sont rendus vendredi après-midi sur le site de l'écrasement, une zone proche de Gossi, à environ 100km de Gao, la plus grande ville du nord du Mali, d'après des sources officielles à Bamako et Ouagadougou.

M. Keïta était accompagné de ses ministres des Transports et de la Défense, tandis que M. Compaoré s'y est rendu en compagnie de la Française Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat aux Français de l'étranger.

L'accident s'est produit jeudi, 50 minutes après le décollage d'Ouagadougou de l'avion, affrété par Air Algérie auprès de la société espagnole SwiftAir, à destination d'Alger. À bord se trouvaient 118 personnes: 112 passagers — dont 54 Français et 23 Burkinabés — et six membres d'équipage, tous espagnols.

«Il n'y a hélas aucun survivant», a déclaré le président français, François Hollande, lors d'une brève allocution télévisée.

Cependant, a-t-il indiqué, «une boîte noire a été récupérée» par des militaires français dépêchés sur le site et a été «acheminée vers Gao». Selon lui, toutes les hypothèses, notamment climatiques, sont étudiées pour expliquer cet écrasement.

D'après le ministère français de la Défense, les militaires envoyés sur le site de l'écrasement — un détachement terrestre d'une centaine de soldats — ont pour mission de «sécuriser la zone», de recueillir des éléments utiles à l'enquête et les corps des passagers.

Vingt gendarmes et policiers français étaient en route vendredi pour le Mali, où ils seront chargés de mener l'enquête et d'identifier les victimes.

En plus des Français, Burkinabés et Espagnols, les victimes proviennent de plusieurs pays, dont le Canada, le Liban et l'Algérie, qui a décrété un deuil national de trois jours.

L'accident a décimé des familles entières, laissant leurs proches inconsolables. Dans la commune de Gex, dans l'est de la France, on pleure la perte de 10 membres d'une même famille, sur trois générations.

«Je suis anéanti», a témoigné Seydou Cissé, un Malien résidant à Roubaix, dans le nord de la France, après avoir appris la disparition de son ami Bakary Diallo, 35 ans, espoir du cinéma malien.

En raison de la catastrophe, un sommet qui devait réunir samedi aux Comores les dirigeants de quatre pays de l'océan Indien et M. Hollande a été reporté sine die.

Débris dispersés

Les débris de l'appareil, un McDonnell Douglas MD83, ont été repérés jeudi soir par un hélicoptère de l'armée burkinabé dans la zone de Gossi, proche de la frontière avec le Burkina Faso.

Des images tournées sur le site par des soldats burkinabés et français montrent des débris métalliques difficilement identifiables, éparpillés sur des dizaines de mètres, avec des flaques d'eau par endroits.

«Ce que nous savons, c'est que l'avion s'est

écrasé au sol et a été complètement dispersé», avec des débris étalés «sur une très grande distance», a affirmé le général Gilbert Diendière, chef d'état-major particulier à la présidence burkinabée.

«Si l'avion avait explosé en vol, la zone aurait été beaucoup plus importante que ce que nous avons vu. Nous pensons que c'est au sol, lorsqu'il y a eu l'impact, que l'avion a commencé à se désintégrer», a-t-il ajouté.

Selon la secrétaire d'Etat française Fleur Pellerin, «il n'y avait pas de personnes suspectes parmi les personnes enregistrées à bord», d'après les enquêtes menées par les autorités burkinabées et des renseignements en possession de la France.

La région de Gao reste une zone dangereuse où des djihadistes continuent à sévir, de même que d'autres bandits et trafiquants armés profitant de l'immensité de cette zone en partie désertique, difficile à contrôler.

Les soldats français y sont implantés depuis le début de leur intervention, en janvier 2013, pour chasser du nord du Mali les groupes liés à al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Les djihadistes avaient occupé la région pendant près de dix mois entre 2012 et début 2013.

L'Association internationale du transport aérien (IATA) a indiqué vendredi qu'elle allait «tout mettre en œuvre» pour améliorer la sécurité aérienne qui reste une priorité, après une semaine noire au cours de laquelle trois écrasements d'avions ont fait plus de 460 morts.

Agence France-Presse

Lire aussi · Air Algérie. La météo est-elle la cause de l'écrasement du vol AH 5017 au Mali? *Page B 3*

Rue

Aux cyclistes aussi

Si vous circulez près d'un cycliste...

Gardez vos distances

Laissez un espace d'au moins 1 mètre entre votre véhicule et le cycliste et d'au moins 1,5 mètre en milieu rural.

Faites attention avant d'ouvrir votre portière

Vérifiez vos angles morts

Dépassez de façon sécuritaire

Vous pouvez franchir une ligne continue pour dépasser un cycliste, à condition que ce soit sécuritaire. Sinon, ralentissez et attendez.

Partageons la route.

Société de l'assurance automobile

Québec

L'HUMANITAIRE



Des réfugiés syriens dans le camp du Croissant-Rouge de Boynuyogun, en Turquie, près de la frontière avec la Syrie



« C'est vrai qu'aujourd'hui, il peut être un peu plus difficile de distinguer un objectif militaire d'un objectif civil, mais le cœur des Conventions de Genève est extrêmement simple. Au fond, elles disent ceci : respecte celui qui est hors de combat, qu'il soit civil ou blessé. C'est quand même simple. »

Yves Daccord, secrétaire général du Comité international de la Croix-Rouge

Des balises pour « humaniser » la guerre

CLAUDE LÉVESQUE

Quand la Croix-Rouge a été créée en 1863, il s'agissait surtout de sauver les soldats blessés ou faits prisonniers. C'est qu'à l'époque, les armées s'adjoignaient plus volontiers des vétérinaires pour soigner les chevaux qui tiraient les canons que des médecins pour s'occuper des fantassins.

Aujourd'hui, les civils font de plus en plus les frais des guerres. Aussi, la majeure partie de l'aide humanitaire concerne ceux-ci.

En 1949, après les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale, les Conventions de Genève ont été écrites, reprenant en partie des textes antérieurs. Elles ont été adoptées par tous les États. Elles constituent la base du droit international humanitaire. Des protocoles s'y sont ajoutés, pour tenir compte notamment des guerres civiles ou de décolonisation. Des traités spécifiques, comme les conventions contre la torture et sur l'interdiction des mines antipersonnel, sont venus compléter l'édifice.

Impunité

Le droit international interdit aux belligérants de tirer sur les véhicules, les bâtiments, les tentes et les personnes portant le symbole de la Croix-Rouge. Parmi les « violations graves » du droit international humanitaire, on doit aussi inclure le meurtre intentionnel de civils et de prisonniers, la torture, la prise d'otages, le pillage, le viol, les attaques dirigées contre des biens à caractère civil, l'enlèvement d'enfants dans les armées, etc. Encore faut-il que le droit soit respecté. On constate qu'il est régulièrement violé. Est-ce par ignorance? « La beauté du droit international humanitaire, c'est qu'il est relativement simple, note Yves Daccord, secrétaire général du Comité international de la Croix-Rouge, qui est le gardien des Conventions de Genève. C'est vrai qu'aujourd'hui, il peut être un peu plus difficile de distinguer un objectif militaire d'un objectif civil, mais le cœur des Conventions de Genève est extrêmement simple. Au fond, elles disent ceci : respecte celui qui est hors de combat, qu'il soit civil ou blessé. C'est quand même simple. »

« Ne me dites pas que les gens ne connaissent pas ces règles, poursuit-il. Les gouvernements et

les rebelles sont parfaitement conscients de ce qu'ils font. Le problème n'en est pas un de connaissance, c'est un sentiment d'impunité. C'est ce qui m'inquiète beaucoup actuellement. On vit de nouveau une période où certains groupes et certains gouvernements se sentent libres de mener la guerre comme ils l'entendent. »

« Quand on a écrit les Conventions de Genève, il n'y avait pas d'acteurs non étatiques, mais les principes s'appliquent à tous les combattants, soutient de son côté Stephen Cornish, directeur exécutif de Médecins sans frontières Canada. Les acteurs non étatiques ont le droit d'être soignés comme les soldats d'une armée régulière s'ils sont blessés. »

Le CICR mène depuis 2011 une campagne de sensibilisation sur le droit international humanitaire pour empêcher que les forces armées ou la police des États, ou encore des milices, aillent attaquer des hôpitaux pour y abattre les blessés.

« Cela part d'un constat. Ces cinq ou six dernières années, on a constaté un accroissement clair des attaques volontaires contre les hôpitaux, les ambulances et le personnel médical »

le plus dangereux pour lui ou pour elle. On doit garder au moins un petit espace d'humanité. »

La campagne vise le public, mais également les personnes et les milieux directement concernés, dont les associations professionnelles et l'Organisation mondiale de la santé. Le CICR cherche également à travailler avec les armées et les groupes armés, ainsi qu'avec les gouvernements du monde, afin de faire évoluer les lois nationales. Sur le terrain, le travail se fait auprès des ambulanciers et des militaires responsables des postes de contrôle.

« On fait aussi un travail technologique pour équiper les ambulances avec des GPS, pour savoir exactement où elles se trouvent », fait remarquer Yves Daccord.



Une ambulance du Croissant-Rouge arrive sur les lieux d'un raid aérien, dans la ville d'Alep, en Syrie.



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

« Malheureusement, la Croix-Rouge est de moins en moins respectée, par rapport à ce que j'ai connu à mes débuts. Je dirais que c'est catastrophique. Quand je suis allée en Afghanistan pour la première fois, en 1989, on savait qui se battait contre qui, et où. »

Elizabeth Carrier, infirmière rattachée au CICR à la retraite

PRIS EN OTAGE



ISSOUF SANOGO AGENCE FRANCE-PRESSE

Un membre de Médecins sans frontières soignant une jeune femme à l'hôpital général de Bangui, en avril dernier. Cette semaine-là, un hôpital de Centrafrique fut attaqué par des hommes armés, faisant 22 morts, dont 3 employés de MSF.



TED ALJIBE AGENCE FRANCE-PRESSE

Un employé de la Croix-Rouge en mission à Zamboanga, aux Philippines

Le retrait, le plus grand des échecs

CLAUDE LÉVESQUE

En avril 2011, les talibans se servent d'une ambulance pour commettre un attentat suicide à Kandahar, en Afghanistan. Quelques jours plus tard, ils publient un communiqué pour s'excuser et promettent de ne plus recommencer.

Que s'est-il passé entre-temps? Des protestations et des discussions, sans doute fort animées, entre des responsables humanitaires et des représentants de la milice intégriste. « On a fait une intervention auprès de la choura des talibans, au plus haut niveau. Ça été une discussion assez longue et assez dure. On a dit : non seulement vous tuez des gens, mais vous brisez la confiance que tous les militaires, qui sont vos ennemis, ont dans les ambulances », explique Yves Daccord, directeur général du Comité international de la Croix-Rouge.

« Ce sont des durs, mais parfois ils comprennent l'idée de réciprocité, ils comprennent que ce qu'ils font pourrait se retourner contre leur famille, leur tribu ou leur clan », poursuit M. Daccord, en précisant que « cette conversation ne peut pas se faire de New York ou de Genève, l'qui elle doit se faire chez eux ».

Les travailleurs humanitaires ont dû affronter tous les problèmes imaginables dans ce pays officiellement en guerre depuis 1979. Depuis si longtemps, en fait, qu'on commence à l'oublier. En juin 2005, Médecins sans frontières a dû plier bagage et éviter l'Afghanistan pendant trois ans après l'assassinat de cinq employés locaux. « Il y avait des acteurs militaires qui offraient de l'assistance en échange d'information. Ça, c'est incroyablement troublant. C'est difficile ensuite pour la population locale de faire la différence entre les acteurs », explique Stephen Cornish, directeur général de MSF Canada.

Certaines organisations essaient de faire à la fois de l'humanitaire d'urgence et du développement. Dans un contexte comme l'Afghanistan, où dans d'autres zones de conflit, il est difficile de faire du développement sans collaborer jusqu'à un certain point avec les militaires étrangers ou les politiciens locaux. « Cela contribue à

effacer la distinction entre les acteurs », juge Stephen Cornish, qui insiste sur le fait que son organisme travaille en suivant la formule de « l'acceptation communautaire ». Qu'est-ce à dire? « On arrive dans un conflit, on va parler avec les leaders de la communauté, les chefs de guerre et les chefs de clan, et on offre nos services en échange d'un pacte de non-agression; ils vont même nous avertir s'il y a des endroits dangereux », explique le d.g. de MSF Canada, qui refuse de croire que ce modèle est devenu désuet avec le début de la « guerre contre la terreur ».

L'Afghanistan, le Yémen, et aujourd'hui le Soudan et la Syrie sont souvent le théâtre d'enlèvements d'expatriés. « Je suis directeur du CICR depuis quatre ans et je crois que j'ai passé seulement quatre mois sans qu'il y ait des otages », déplore Yves Daccord.

Risques d'enlèvement

Elizabeth Carrier, infirmière rattachée au CICR depuis de nombreuses années, n'y a pas échappé. Elle a néanmoins eu de la chance puisqu'elle a pu recouvrer sa liberté au bout d'une demi-journée. « C'était sur la route, à Sarobi en Afghanistan, en 1995. On a dû descendre de voiture à la pointe de la kalachnikov. Les miliciens nous ont emmenés dans leur base et, après discussion, ils ont décidé de nous emmener plus loin. On n'a jamais su où ils voulaient aller », raconte-t-elle. L'aventure s'est terminée après qu'un des ravisseurs eut été touché par des tirs venant d'un groupe ennemi.

D'autres travailleurs humanitaires sont restés plus longtemps en captivité, dont un juriste italien et des groupes de bénévoles coréens et japonais. Quelque 877 travailleurs humanitaires ont été enlevés dans le monde depuis 1997, selon l'USAID. Le nombre ne cesse d'augmenter. On avait dénombré 28 cas en 1997 (et seulement 11 en 2001), mais il y en a eu 132 en 2013.

Il arrive plutôt rarement que le CICR retire tout son personnel d'un pays à la suite d'incidents graves. « Par contre, ce qui arrive relativement souvent, c'est qu'on doive repenser no-

tre opération et, dans certains pays, nous retirer de certaines régions tant qu'on n'a pas retrouvé les garanties de sécurité après avoir discuté avec les gens, indique Yves Daccord. Nous avons comme stratégie d'être près de là où ça se passe. On n'a pas une stratégie de "bunkerisation"; si vous venez chez nous, vous pouvez entrer assez facilement. Le côté négatif de ça, c'est que c'est plus facile pour quelqu'un qui veut venir faire sauter une bombe. »

Il en est de même pour MSF. « Nous considérons un retrait comme un très grand échec », affirme Stephen Cornish

Le Devoir

877

travailleurs humanitaires enlevés dans le monde depuis 1997, selon l'USAID.

3,5 millions

de personnes se trouvent dans des zones très difficilement accessibles pour les humanitaires, selon l'ONU.



MUSTAFA OZER AGENCE FRANCE-PRESSE

Des enfants réfugiés dans le camp de Boynuyogun, en juin 2011

Stores de Qualité
FABRIQUE AU QUÉBEC

50%
DE RABAIS

SUR MESURE
SOLAIRES, TRANSLUCIDES, OPAQUES

1 855 770-8677
SANS FRAIS

50%
DE RABAIS
OU
INSTALLATION
GRATUITE

ESTIMATION GRATUITE

MONTRÉAL 514-231-8677
QUÉBEC 418-654-8677
TROIS-RIV. 819-696-8677
LAVAL 450-627-3716
LONGUEUIL 450-445-9829

TOILE À ROLLEAUX • PANNÉAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES DE VOILAGE • STORES VERTICAUX • STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES ROMAINS

Claude Bouchard

Drummondville, Sainte-Hyacinthe, Saint-Hilaire, Beloeil, Deschambault, Berthierville, Joliette, Repentigny, Boisbriand, St-Sauveur, Sainte-Agathe, St-Bruno, Chambly, Candiac, Magog

CIBLE

SUITE DE LA PAGE 1

kidnappés. Avec un peu de chance, ils sont libérés moyennant rançon.

Les humanitaires, qui ont toujours été obligés de travailler entre deux feux, sont trop souvent, de nos jours, soumis à celui de belligérants qui n'apprécient pas leur présence.

Les incidents de ce genre se produisent de plus en plus fréquemment, notent les organisations spécialisées. L'agence américaine USAID publie les chiffres suivants: 455 travailleurs humanitaires tués, blessés ou enlevés lors de 248 incidents en 2013, contre 143 dans 63 incidents dix ans auparavant.

Neutralité compromise

Pour Yves Daccord, le directeur général du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'enjeu est «*la capacité, pas seulement d'être à Damas ou à Kaboul, mais d'être là où ça se passe, c'est-à-dire à Idlib ou à Kandahar.*»

«*Je pense qu'on vit, depuis quelques années, une période où les parties aux conflits souhaitent de moins en moins avoir des observateurs, des gens qui ne font pas partie du paysage,*» ajoute M. Daccord dans un entretien téléphonique avec *Le Devoir*. Par ailleurs, la communauté internationale ne parvenant pas à trouver de solutions politiques aux guerres, les humanitaires se trouvent «*sous pression.*»

Surtout qu'il y a aujourd'hui un nombre sans précédent d'organisations non gouvernementales (ONG) à l'œuvre, aussi bien dans le domaine du développement que dans celui de l'aide humanitaire d'urgence. Comme elles travaillent souvent de concert avec les agences des Nations unies, il peut arriver qu'elles soient accusées de partialité par une ou l'autre des parties à un conflit.

« Les parties aux conflits souhaitent de moins en moins avoir des observateurs, des gens qui ne font pas partie du paysage »

Yves Daccord, Comité international de la Croix-Rouge

«*Il y a un durcissement des hostilités dans certains environnements, en Syrie, au Soudan du Sud, en Centrafrique notamment,* observe Stephen Cornish, directeur exécutif de Médecins sans frontières Canada. *Les hôpitaux, le personnel soignant et même les patients deviennent des cibles et des enjeux des conflits, en l'absence de tout souci d'humanité et sans le moindre respect pour la neutralité des humanitaires. Ça nous paraît extrêmement inquiétant.*»

Acte médical criminalisé

M. Cornish déplore en particulier «*la criminalisation de l'acte médical*» par certains régimes contestés pendant le Printemps arabe, ou même en Ukraine, où des manifestants non armés n'ont pas pu recevoir de soins après avoir été blessés. «*Ce que ça montre en gros, c'est une croissance du non-respect du droit international et des règles du conflit, et un non-respect des droits qui étaient jusqu'alors considérés comme neutres. Il y a vraiment une détérioration,*» dit-il.

«*Quand on déshumanise l'autre, on lui enlève son droit au traitement. Ce qui est clair dans les Conventions de Genève, c'est qu'une fois que des personnes sont blessées, elles ne sont plus des combattants, elles deviennent des civils. Elles ont droit aux soins médicaux et à une protection,*» ajoute M. Cornish.

Le droit international interdit aux belligérants de tirer sur les véhicules, les bâtiments, les tentes et les personnes portant le symbole

de la Croix-Rouge. Cette dernière, qui se veut «*neutre et impartiale*», a été fondée il y a 151 ans en Suisse afin d'humaniser les guerres. Elle constitue donc la plus ancienne organisation humanitaire encore existante. Ses infirmières se sont particulièrement illustrées pendant les deux guerres mondiales. Elles continuent aujourd'hui d'apporter des secours aux populations éprouvées aux quatre coins du monde.

Elizabeth Carrier est du nombre. Elle a participé à de nombreuses missions humanitaires depuis la fin des années 1970, dans tous les points chauds de la planète. Elle a écrit deux ouvrages, dont le plus récent s'intitule *En mission* (Québec Amérique, 2014).

«*Malheureusement, la Croix-Rouge est de moins en moins respectée, par rapport à ce que j'ai connu à mes débuts. Je dirais que c'est catastrophique,*» raconte-t-elle lors d'une conversation avec *Le Devoir*. «*Quand je suis allée en Afghanistan pour la première fois, en 1989, on savait qui se battait contre qui, et où. La situation est plus difficile aujourd'hui, parce que les combats sont souvent au cœur des populations civiles. De plus, il y a beaucoup de milices qui se font et se défont. C'est difficile d'atteindre tous ces différents groupes*» pour les informer de la présence et du mandat de la Croix-Rouge.

Millions de déplacés

Dans des dizaines de pays, la violence a forcé des millions de

personnes à prendre le chemin de l'exil, soit à l'étranger, soit à l'intérieur des frontières de leur pays. De la Colombie à la Syrie en passant par la République démocratique du Congo (RDC) et le Soudan, les personnes déplacées, qui sont particulièrement vulnérables, ont difficilement accès à la nourriture et aux produits essentiels à la vie, pour des raisons logistiques ou sécuritaires. Le nombre de «*déplacés de l'intérieur*» a augmenté considérablement ces dernières années, pour dépasser les 33 millions aujourd'hui, notamment à cause des violences en Syrie et en Irak.

En Syrie, où un des plus violents conflits des dernières décennies fait rage, les camps sont souvent ciblés par les bombardements. Dans ce pays, le gouvernement comme les groupes d'opposition armés ne souhaitent pas qu'une aide humanitaire impartiale soit donnée dans certaines parties du territoire. Le régime al-Assad contrôle étroitement celle qu'on essaie d'ache-miner vers les zones contrôlées par ses ennemis.

Le Conseil de sécurité vient d'autoriser le passage de convois humanitaires de l'ONU par les frontières extérieures de la Syrie sans l'accord de Damas. Certaines ONG le faisaient déjà.

Selon l'ONU, 3,5 millions de personnes se trouvent dans des zones très difficilement accessibles pour les humanitaires et 240 000 dans des zones «*assiégées*». «*En plein XXI^e siècle, on voit dans le conflit syrien des pratiques qui nous rappellent un peu le Moyen Âge. Des villes ou des parties de villes qui sont assiégées, pendant des jours, voire des mois entiers,*» note Yves Daccord du CICR.

Le Devoir

TRÊVE

SUITE DE LA PAGE 1

parties de venir discuter au Caire», avait auparavant expliqué un proche du président palestinien, Mahmoud Abbas.

Tunnels névralgiques

Une fois obtenu le silence des canons, restera à s'attaquer aux questions de fond et aux divergences profondes entre belligérants.

Israël a fixé pour mission à son armée, qui s'est déployée sur le sol de la bande de Gaza le 17 juillet, de détruire l'arsenal du Hamas et de son allié le Jihad islamique, notamment les roquettes qui ont fauché deux Israéliens et un ouvrier agricole thaïlandais.

Autre priorité de l'opération Bordure protectrice: les «*tunnels d'attaque*» utilisés par le Hamas pour mener des attaques au cœur de l'État hébreu. Sur ce second point, l'armée a prévenu qu'elle poursuivrait ses opérations durant la trêve de samedi.

Signe de cette détermination affichée, le ministre israélien de la Défense Moshé Yaalon a même appelé vendredi ses soldats à se tenir prêts à «*un élargissement significatif des opérations terrestres à Gaza.*»

Mais le Hamas, qui avait rejeté la semaine dernière une mouture d'accord élaborée par l'Égypte, a aussi ses exigences, la principale étant un engagement d'Israël à lever le blocus qui asphyxie depuis 2006 l'économie de ce petit territoire de 362 km².

Les combats continuent

En attendant, un cessez-le-feu et de très incertaines négociations, les combats se sont poursuivis vendredi du nord au sud de Gaza, où, selon un bilan des secours locaux tôt samedi matin, 871 Palestiniens ont été tués et 5730 autres blessés en 18 jours d'opérations. Six morts dans des frappes israéliennes ont encore été comptabilisées entre minuit et 3 h locales.

De son côté, même si Israël assure avoir tué 240 de ses combattants et frappe inlassablement ses infrastructures, le Hamas s'emploie à démontrer que ses moyens militaires n'ont pas été annihilés: des roquettes, qui ont tué trois civils depuis le 8 juillet, continuent de viser Israël.

Le Hamas a également affirmé avoir tiré vendredi matin trois roquettes de longue portée vers l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv, sans toutefois obtenir de nouvelle décision de suspension de vols comme après un tir mardi.

L'armée israélienne a par ailleurs annoncé le décès vendredi de deux soldats et confirmé celui du soldat Oron Shaul, dont le Hamas avait revendiqué l'enlèvement.

Avec 35 morts au combat, il s'agit de ses pertes les plus lourdes depuis la guerre en 2006 contre le Hezbollah libanais, dont le chef, Hassan Nasrallah, ennemi juré d'Israël, a appelé vendredi Arabes et musulmans à armer la «*résistance*» palestinienne à Gaza.

La violence se propage en Cisjordanie

Le conflit à Gaza, le quatrième depuis que l'armée israélienne s'est retirée de ce territoire en 2005, a des conséquences sur la Cisjordanie occupée, théâtre de violents affrontements à Hébron, Naplouse, Bethléem ou encore Jérusalem-Est, rappelant des scènes des deux intifadas.

Au terme d'un «*jour de colère*», les affrontements se poursuivaient dans la nuit, et deux Palestiniens de 16 et 18 ans ont été tués lors d'affrontements avec l'armée israélienne. En 24 heures, ce sont une dizaine de Palestiniens de Cisjordanie qui ont perdu la vie.

Israël doit aussi faire face aux critiques sur le tribut payé par les civils palestiniens, notamment les plus jeunes. L'UNICEF a fait état vendredi d'un bilan d'«*au moins 192 enfants*» tués dans la bande de Gaza.

Au lendemain du drame dans son école de Beit Hanoun (nord), où selon les secours palestiniens une quinzaine de réfugiés ont été tués par un obus israélien, l'Agence pour l'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA) a de nouveau lancé un signal d'alarme sur la situation humanitaire.

«*Le nombre de personnes déplacées à Gaza atteint désormais trois fois le niveau observé au pire du conflit de 2008-2009,*» selon l'UNWRA, dont le porte-parole Chris Gunness a précisé que plus de 160 000 réfugiés étaient hébergés dans 83 refuges, ce qui représente près de 10% de la population.

Si elle a promis d'enquêter sur Beit Hanoun, comme le réclament l'ONU et l'Union européenne, l'armée israélienne a de nouveau accusé le Hamas de se servir des civils comme de «*boucliers humains*» en dissimulant ses armes dans des écoles, mosquées et hôpitaux.

Elle a d'ailleurs affirmé qu'un des soldats tués vendredi l'avait été depuis une «*structure située près d'une école de l'ONU.*»

Agence France-Presse

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans le texte intitulé «*Des cravates rouges en signe de désaccord*», publié dans notre édition du vendredi 25 juillet. La rente moyenne des policiers à la retraite, à Montréal, est de 59 000 \$ par année (et non de 81 000 \$ comme nous l'avons écrit). Le montant de 81 000 \$ correspond au salaire moyen des policiers de Montréal. Nos excuses.

BREMEN

SUITE DE LA PAGE 1

rivage irlandais, plus rien ni personne au monde ne pouvait désormais quoi que ce soit pour les trois équipiers du *Bremen*, livrés pieds et poings liés à l'infini du ciel, à la solitude des hommes et à la chance.

30 juin 2014, 18h30. Le soir rosait tout le paysage, lui donnant un air de début du monde. La mer est calme, la chance est de notre côté. Aimé Beaudoin, pêcheur mais aussi boulanger, résident de Lourdes-de-Blanc-Sablon, m'emène à l'île Greenly, minuscule disque de terre jeté dans le détroit de Belle-Isle, entre la pointe nord de Terre-Neuve et le sud du Labrador. Depuis Lourdes, il faut 20 minutes en chaloupe à moteur pour atteindre l'île. Notre embarcation vole sur les flots. Une colonie de macareux moines, appelés ici perroquets de mer, s'agite autour de nous. Moment de grâce. Le capitaine-boulangier est aux oiseaux, sa passagère aussi.

L'envolée du *Bremen*, elle, dura plus d'une journée et demie. Le trajet nécessitait un effort physique intense de chaque seconde, un peu comme celui, aujourd'hui, d'un pilote de F1. Les aviateurs se relayaient toutes les demi-heures pour tenir le coup. L'appareil ne possédait aucun système de chauffage et il n'y avait pas de radio à bord. Le vent de face avait réduit la vitesse de croisière à moins de 120 kilomètres à l'heure. Les trois aventuriers avaient l'impression de faire du surplace. Vissés à leurs instruments, ils livrèrent un combat sans merci aux éléments et à la peur.

30 juin 2014, 19h. Nous voilà presque rendus à l'île Greenly. On voit le fond de l'eau, claire comme le jour. Les perroquets de mer nous ont suivis. Aimé me raconte qu'il n'y a pas si longtemps, son père les chassait pour nourrir la famille. «*Il n'y avait pas de poulet à l'épicerie dans le temps. Et le perroquet a une chair délicieuse.*» Aimé m'a prêté des bottes de pêcheur, des vraies bottes de sept lieues, pour descendre de l'embarcation, me rendre sur la grève et parcourir les trois cents mètres qui me séparent du cœur de l'île et de l'endroit où s'est posé, de peine et de misère, en toussant et crachotant, le *Bremen* il y a 86 ans.



MONIQUE DURAND

Aimé Beaudoin, capitaine-boulangier, en route vers l'île Greenly.

Retour dans la cabine de pilotage des trois forçats du ciel qui, épuisés, volaient depuis maintenant 36 heures et demie. Il faisait presque nuit. À travers l'obscurité et la neige qui tombait dru, ils scrutaient avec anxiété au-dessous, cherchant fiévreusement une parcelle de terre pour évaluer leur position géographique, se croyant toujours en route vers New York. Les flocons devenaient de plus en plus épais, et le vent de plus en plus violent. Un objet sombre surgit soudain, qu'ils prirent pour la cheminée d'un navire. L'équipage du *Bremen* passa et repassa au-dessus de la colonne mystérieuse, bientôt soulagé de découvrir qu'il s'agissait d'un phare. Ils savaient qu'ils avaient atteint l'Amérique, mais où? À bout de force et de carburant, ils décidèrent d'atterrir à proximité du phare, vaille que vaille et à la grâce de Dieu. Pendant un moment, ils survolèrent les lieux en quête de l'endroit le moins dangereux où se poser, puis, retenant leur souffle, amorcèrent la descente.

13 avril 1928, 18h08. Le coucou de ferraille atterrit dans un tapage d'enfer. Les trois hommes étaient sains et saufs, mais les pneus du *Bremen* s'étaient enfoncés dans la

glace, l'hélice était endommagée.

Au même moment, le fils du gardien du phare était entré en hurlant chez lui. Il venait de voir «*un poisson dans le ciel*». Son père, Johnny Letemplier, sortit aussitôt et courut au secours de l'équipage, s'attendant au pire. Il trouva les trois hommes ébranlés mais indemnes, et leur apprit qu'ils avaient échoué bien loin de New York. Ils se trouvaient sur l'île Verte — aujourd'hui appelée île Greenly —, au large de la Basse-Côte-Nord du golfe Saint-Laurent, à l'extrémité est du Québec.

Le télégraphiste Alfred Cormier, depuis Lourdes-de-Blanc-Sablon, transmit la nouvelle qui fit immédiatement le tour du monde.

30 juin 2014, 19h30. Je parcours le sentier légèrement pentu qui me mène jusqu'au lieu où le *Bremen* se posa péniblement, presque sous la fenêtre de la maison du gardien du phare, toujours sur pied. Le lieu est une surface raboteuse où les buissons de fleurs sauvages succèdent aux arbustes rabougris dans un en-trelacs de pierres proéminentes, d'eaux marécageuses et de foins de mer. La glace et la neige qui recouvraient l'île Greenly le 13 avril 1928, masquant les inégalités et les aspérités de la piste de fortune, avaient

sans doute sauvé l'équipage du *Bremen*. L'endroit n'est plus fréquenté aujourd'hui que par les goélands, les lous et quelques aventuriers.

15 avril 1928, au surlendemain de l'atterrissage forcé. Un avion Fairchild sur skis partit du lac Saint-Agnès, près de La Malbaie, et atterrit à l'île Greenly avec un mécanicien à son bord pour réparer le *Bremen*. Ce sera peine perdue. Après moult péripéties, l'appareil sera remorqué par des chiens jusqu'à Lourdes-de-Blanc-Sablon, puis démonté. Et c'est nul autre que Henry Ford qui en fera l'acquisition pour son musée près de Detroit, au Michigan. Le 18 avril, un second avion Fairchild se posa sur l'île Greenly pour récupérer l'équipage du *Bremen*. Cet appareil, avec à son bord un journaliste et deux photographes de New York, était piloté par Roméo Vachon, ce Beauceron qui allait marquer l'histoire de l'aviation québécoise en effectuant la première desserte aéroportale entre La Malbaie et Sept-Îles. Une circonscription électorale québécoise, sur la rive sud de Montréal, porte aujourd'hui son nom.

30 juin 2014, 20h. Me voilà maintenant devant le monument tout simple, un peu rouillé, un peu craquelé, commémorant l'atterrissage historique du *Bremen*. Il fut inauguré le 14 août 1928, en présence de dignitaires civils et religieux, de pêcheurs de Lourdes et de la famille de Johnny Letemplier, gardien du phare. Me voilà seule dans l'incendie du soir avec mon monument perdu et la mer tout autour. Là-bas, un iceberg, un vrai, petite cathédrale flottante offerte, en cette seconde, à nul autre qu'à moi-même. Plantée à côté de la stèle commémorative, je me dis qu'il y a des histoires de mer, d'île et de lointain qui finissent bien, sans mort ni tragédie. Comme celle du *Bremen*.

Avec mes bottes de sept lieues, je retrouve bientôt mon pêcheur-boulangier. Nous retraversons vers Lourdes sur la mer lisse. Dans le ciel, la trace d'un supersonique en arc de cercle. Oui, la Terre est bien ronde, c'est dans cette aire à perte de vue qu'on le mesure.

*Collaboratrice
Le Devoir*

Ce texte est inspiré d'un article d'Antonio Cormier, publié dans la Revue d'histoire de la Côte-Nord en 1995.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h
Renseignements et administration : 514 985-3333

Le Devoir sur ledevoir.com sur Facebook et sur Twitter	La rédaction Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541 Par courriel redaction@ledevoir.com Par télécopieur 514 985-3360 Publicité Au téléphone 514 985-3399 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305 Par télécopieur 514 985-3390	Avis publics et appels d'offres Au téléphone 514 985-3344 Par courriel avisdev@ledevoir.com Par télécopieur 514 985-3340 Petites annonces et publicité par regroupement Au téléphone 514 985-3322 Par télécopieur 514 985-3340	Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30) Au téléphone 514 985-3355 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559 Par courriel abonnements@ledevoir.com Par télécopieur 514 985-5967 Agenda culturel Par courriel agenda@ledevoir.com
--	---	--	---